

## PORTER UN REGARD SOCIOLOGIQUE SUR L'ÉCONOMIE

Porter un regard sociologique sur l'économie, c'est d'abord rappeler la polysémie de ce terme. On sait que le mot désigne aussi bien les pratiques de production et d'échange insérées dans la vie sociale et liées à la maîtrise des nécessités de la vie quotidienne (sachant que celles-ci sont très plastiques et connaissent des variations importantes d'une situation à l'autre), que les mécanismes plus ou moins sophistiqués qui sont caractéristiques de l'économie de marché dès lors qu'elle est "désencastrée" des relations sociales que le discours plus ou moins savant sur les deux dimensions précédentes (et plus d'ailleurs sur la seconde que sur la première qui est plus plutôt le domaine des historiens et des ethnologues). Pour le dire autrement, l'économie, avant de se vouloir une science, est un ensemble de règles d'action, de préceptes, d'énoncés normatifs dont la capacité prédictive et l'efficacité peuvent être sujettes à caution. Durkheim, à la fin du XIXe siècle l'écrivait déjà : *"En économie politique comme en morale, la part de l'investigation scientifique est très restreinte, celle de l'art prépondérante... Ce qui tient le plus de place dans les recherches des économistes, c'est la question de savoir, par exemple, si la société doit être organisée d'après les conceptions des individualistes ou d'après celles des socialistes ; s'il est meilleur que l'État intervienne dans les rapports industriels et commerciaux, ou les abandonne à l'initiative privée ; si le système monétaire doit être le monométallisme ou le bimétallisme, etc, etc, les lois proprement dites y sont peu nombreuses ; même celles qu'on a l'habitude d'appeler ainsi ne méritent généralement pas cette qualification, mais ne sont que des maximes d'action, des préceptes pratiques déguisés. Voilà, par exemple, la fameuse loi de l'offre et de la demande. Elle n'a jamais été établie intuitivement comme expression de la réalité économique. Jamais aucune*

*expérience, aucune comparaison méthodique n'a été instituée pour établir que, en fait, c'est surtout de cette loi que procèdent les relations économiques. Tout ce qu'on a pu faire et tout ce qu'on a fait, c'est de démontrer dialectiquement que les individus doivent procéder ainsi, s'ils entendent lier leurs intérêts ; c'est que tout autre manière de faire leur serait nuisible et impliquerait de la part de ceux qui s'y prêteraient une véritable aberration logique ...".* Dans ses "Règles de la méthode sociologique", E. Durkheim écrivait encore : *"Elles (les lois économiques) ne sont en somme que des conseils de sagesse pratique et, si l'on a pu, plus ou moins spécieusement, les présenter comme l'expression même de la réalité, c'est que, à tort ou à raison, on a cru pouvoir supposer que ces conseils étaient effectivement suivis par la généralité des hommes et dans la généralité des cas."*

On pourrait certes objecter que la situation a bien changé depuis Durkheim puisqu'à la fin du XIXe s'est constituée une science économique. Il est vrai que cela n'a guère modifié la demande de préceptes pratiques adressée à l'économie : il suffit de considérer les questions posées aux Prix Nobel d'économie pour s'en rendre compte. Pourtant, même si les "pères fondateurs" de l'économie moderne ont eu les plus grandes difficultés à faire reconnaître les spécificités de leur discipline n'ont ils pas réussi à la penser scientifiquement en "mathématisant" leurs propos. Mais est-ce pour autant qu'ils jetaient les bases d'une autonomie scientifique ? Écrire une équation est-il une garantie de scientificité ? Rien n'est moins sûr si l'on constate, avec M. Weber, que l'usage intensif de "modèles" et formules mathématiques conduit à construire des "fictions" qui, si elles ont une cohérence, n'en sont pas pour autant rationnelles puisqu'elles perdent toute valeur prédictive. *"Ces fictions de la pure économie, utiles dans le cadre de la*

*recherche théorique ne sauraient devenir la base d'évaluations pratiques de situations réelles. Les évaluations ne sont univoques qu'à la condition, et à la seule condition, que le but économique et les conditions de la structure sociale soient données formellement, qu'il n'y ait à choisir qu'entre plusieurs moyens économiques et enfin que ceux-ci ne se différencient exclusivement entre eux que relativement à leur sûreté, leur fréquence et leur profusion quantitative, mais restent par contre absolument identiques en ce qui concerne les autres points qui pourraient éventuellement avoir de l'importance pour les intérêts humains ... Dans tous les autres cas, c'est à dire tous ceux qui ne relèvent pas de la pure technique, l'évaluation cesse d'être univoque, car d'autres évaluations interviennent qu'il n'est plus possible de déterminer de façon purement économique".* L'homo-oeconomicus capable de posséder toute l'information sur les conséquences de toutes les alternatives possibles est introuvable. Même les économistes les plus attachés à défendre l'individu en conviennent. Si de tels modèles s'avèrent inopérants pour prévoir les pratiques d'un individu, à fortiori sont-ils incapables de rendre compte des "effets de combinaison" (comme les nomme la Rational Action Theory) qui impliquent la conjonction, souvent institutionnalisée, de multiples stratégies. L'échec du calcul macro-économique des agents de la Direction de la Prévision qui conseillaient "rationnellement" la mise en place d'un SMIG réduit, ce qu'on a appelé le C.I.P. est bien là pour montrer toutes les limites de ce mode de raisonnement. Il oubliait que les jeunes des familles que l'on avait invitées à scolariser leurs enfants plus qu'il n'était habituel de le faire et qui nourrissaient, du fait de se voir dans un IUT, des aspirations de mobilité ascendante ne pouvaient pas plus accepter ce qui était à leurs yeux une déqualification que les enfants des classes moyennes qui y voyait un déclassement social stigmatisant.

On peut noter en effet que l'économie, au sens de rationalité s'efforçant de maîtriser des pratiques spécifiques, désencastrées des relations sociales, reste dominée par ses usages; que ses

modes de penser, le plus souvent déductifs, reposent sur des données parcellaires classées à partir de taxinomies arbitraires, et que dans ces conditions, les agents qui les mettent en oeuvre projettent, dans leurs décisions, leurs représentations du monde et les intérêts attachés à la position sociale qu'ils occupent. Il suffit d'examiner les décisions des licenciements collectifs pour s'en rendre compte.

Pourtant s'en tenir à ce regard sociologique serait tout à fait insuffisant, car, aujourd'hui, le calcul est devenu, pour nombre d'agents, d'un usage obligatoire, le raisonnement économique un mode de penser presque sacralisé et le marché et le profit, des impératifs catégoriques. Cette idéalisation qui accompagne l'extension des pratiques économiques n'est pas seulement un fait de croyance. La mise en place d'institutions qui norment et codent ces pratiques en les nommant s'est considérablement accélérée depuis deux ou trois décades. Certes, comme l'a si bien montré Polanyi, l'économie s'est d'abord "désencastrée" des relations sociales mais ce n'est pas pour autant qu'elle s'imposait et imposait ses modes de penser. Il aura fallu pour qu'elle connaisse une forte institutionnalisation que de très nombreux agents s'identifient au développement des pratiques de calcul et d'action économique, en un mot, y trouvent des places sociales.

Aujourd'hui, on ne peut plus raisonner sur l'économie sans tenir compte des universités, des centres de recherches, des cabinets privés d'analyse, de prévision et de conseils, des offices et officines de consultants et autres experts, des séminaires pour dirigeants et des sessions de formation continue, dans des banques et ailleurs, de l'édition et de la presse spécialisée ou encore de la manière dont les médias de grande diffusion parlent des situations économiques, des stratégies des administrations d'État et des pratiques des organisations financières privées. Faut-il ajouter que les jeux sont eux aussi objets d'investissements d'État et que le bénévolat et la charité des Eglises sont aussi soumises à l'économisation. L'énumération exhaustive de toutes les

parties prenantes est difficile à mener mais toutes cherchent non seulement à objectiver et à contrôler des processus économiques dont on suppose une dynamique à l'oeuvre dans toutes les situations mais aussi à élaborer des problématiques du monde qui finissent en s'imposant par construire le monde.

Mais, ce faisant, le nombre, la diversité des positions que les agents des diverses institutions occupent, la multiplicité des références qu'ils utilisent, l'hétérogénéité des intérêts qui soutiennent leurs stratégies ne font qu'accroître la dépendance du travail des "économistes savants" à l'égard des logiques sociales qui en organisent les usages. La politique du choix du marché menée par la France depuis le milieu des années quatre vingt est, à cet égard, significative. Un tel choix a pour effet de rendre le système plus instable, plus sensible aux effets cycliques à court et moyen terme ; les mesures de "désétatisation" qui l'accompagne ont, quant à elles, pour effet de rendre plus réelles les conséquences de ce choix. Pour le dire autrement, le contrôle de l'économie en s'institutionnalisant en techniques objectivées, rend la science économique plus hétéronome et, par là, transforme la valorisation du raisonnement économique en un "arbitraire", pour utiliser l'expression de Mauss, qui fonctionne de plus en plus comme une technique sociale de domination. Le travail de ces experts en économie que sont les consultants le montre comme le montre aussi l'usage d'un certain nombre d'indices dont le N.A.I.R.U. (Non Accelerating Inflation Rate of Unemployment) qui autorise à calculer une valeur limite du taux de chômage permettant d'écarter inflation et hausse des salaires, en somme un taux de chômage idéal que les experts de l'O.C.D.E. ou du F.M.I. situent pour l'Europe occidentale entre 8% et 9%. Raisonner économiquement et surtout persuader les dominés que ce raisonnement économique est le seul qui soit rationnel donc le seul qui soit possible devient un moyen efficace d'assurer une domination implacable sans pour autant en assumer la responsabilité: les obstacles et résistances que soulève toute tentative de

limitation du pouvoir des classes dominantes sur l'économie en témoignent. Maurice Halbwachs, qui, on le sait, a beaucoup écrit sur l'économie, pour soutenir son interrogation critique, utilisait déjà des arguments semblables, dont l'idée qu'elle était toujours sujette aux variations et n'avait de réalité qu'inscrite dans des rapports entre groupes sociaux. *"La vie économique est le domaine où les changements brusques, radicaux, sont les plus possibles ... Les institutions économiques portent plus que les autres la marque des hommes actuels. Elle (la vie économique) oblige (les individus) à changer leurs représentations et leur manière d'agir et elle ne le peut que par l'intermédiaire des groupes qui la supportent, par l'influence que les groupes exercent sur leurs membres."*

En somme, tout se passe comme si les membres des classes dominantes obéissaient eux aussi à un maître, le marché, et à une déesse, l'économie, qui, selon une logique du don et contre don, le leur rendaient en servant bien leurs intérêts.